

## La voix de l'Opposition de gauche

For ever ! (pour toujours)

**15 juillet 2012**

La règle d'or budgétaire ne doit pas figurer dans la Constitution mais simplement dans une "loi organique", a déclaré samedi le président français François Hollande lors de l'interview télévisée du 14 juillet, jour de la fête nationale.

*"Quoi que dise le Conseil constitutionnel, j'ai dit aux Français que la +règle d'or+, le retour à l'équilibre budgétaire avec un calendrier très précis, ne figurerait pas dans la Constitution", a souligné M. Hollande.*

*"Ce sera dans le cadre d'une loi organique, ça s'imposera aux lois ordinaires mais je ne considère pas qu'on doit figer dans le marbre de nos textes un engagement qui est forcément pour quelques années", a-t-il expliqué.*

*"La Constitution, c'est pas pour quelques années, c'est pour toujours", souligné le chef de l'Etat. (AFP 14.07)*

Nos dirigeants vont-ils relever ou se contenter d'un silence d'or ? Qui osera prononcer le mot devenu tabou de Constitution, alors qu'ils n'y étaient même pas parvenus en 2005 ?

Puisque nous combattons pour l'abolition du capitalisme et que la Constitution sert justement à le légitimer sur le plan juridique et institutionnel pour assurer sa pérennité, nous combattons également pour son abolition.

Qu'on se le dise, l'austérité n'est faite que "*pour quelques années*"...

Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu: *"Non, mais ce que l'Etat, avec les moyens de pression qui peuvent être les siens, sur le chômage partiel, sur la formation professionnelle, sur les crédits que nous pouvons apporter à une banque qui est liée à Peugeot, nous pouvons faire en sorte qu'Aulnay reste un site industriel."*

*"Ce plan en l'état n'est pas acceptable, il ne sera pas accepté, à partir de là il faut engager une concertation pour qu'il n'y ait aucun licenciement sec chez Peugeot", a poursuivi François Hollande.*

Pour la CGT, premier syndicat de l'usine d'Aulnay, l'Etat a les moyens d'intervenir "*pour empêcher tous les licenciements dans le groupe PSA et la fermeture de l'usine d'Aulnay*".

*"François Hollande, a reconnu que les dirigeants de PSA avaient menti. Il reconnaît donc que Peugeot avait décidé de fermer l'usine d'Aulnay depuis des années et que cette décision n'a rien à voir avec la soi-disant baisse des ventes de PSA pour le premier semestre 2012", écrit-elle dans un communiqué.*

Sur les 8.000 suppressions d'emplois annoncées par PSA, au moins 1.500 personnes se verront proposer un reclassement interne. Pour les 3.600 postes de structure concernés par la restructuration, un plan de départ volontaire courra jusqu'en 2013.

Les syndicats craignent que la direction n'ait recours au licenciement économique si elle ne recueille pas à cet horizon suffisamment de candidatures.

Un porte-parole de PSA n'a pas souhaité commenter les propos du chef de l'Etat.

(Le secret de polichinelle)

François Hollande s'en est également pris à la stratégie du premier groupe automobile français, dont il a déploré que les annonces faites jeudi aient été retardées volontairement après les élections présidentielle et législatives.

*"C'est trop facile de dire c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons (...) il y a aussi des comportements d'actionnaires qui se sont distribués des dividendes, alors qu'il y a aurait pu y avoir privilège d'investir plutôt que d'assurer des faveurs à des actionnaires", a-t-il dit.*

*"Moi je considère qu'il y a eu un mensonge, ce plan n'a pas été annoncé alors qu'il était déjà prévu", a-t-il ajouté. (Reuters 14.07)*

Il est fin Hollande ! Cela change quoi pour les salariés de PSA ? Rien !